

505LH754/2

8123

(1942-44)

V. D. 8120 : Obligation de déposer à  
l'Enregistrement les P.V. de certaines  
- Assemblées

Dépôt à l'Enregistrement des P.V. des Assemblées  
modifiant les Statuts

Lettre de l'Enregistrement à la S.N.C.F.	13.10.42
Note pour le Secrétaire Général	20.10.42
Note du Contentieux	31.10.42
Note de l'Enregistrement à la SNCF	18.11.42
Lettre de la SNCF à l'Enregistrement	18.12.42
Lettre de l'Enregistrement à la SNCF	10. 5.43
" " "	30. 7.43
" " "	4. 8.43
" SNCF à Enregistrement	9. 8.43
Note du Contentieux	7. 7.44

Dépôt à l'Enregistrement des P.V. des Assemblées modifiant les Statuts.

Monsieur Fodet,

Monsieur Godeur, de Contrebourg,  
auquel j'envoie de Kieffow, me confirme,  
après vérification, que, vous avez encore  
à la Assemblée générale conséquence extraordi-  
nairement, mais n'a pas encore notre  
obligation que celle, d'autre par réponse,  
à laquelle nous nous astreignons, en matière  
d'impôts nous ne nous en soucions, par  
nos autres obligations.

6

6.VIII. 70

Assujettissement aux formalités de  
dépôt de timbre et d'enregistrement  
du Procès-Verbal de l'Assemblée Gé-  
nérale du 29 juin 1944 concernant  
les modifications aux Statuts.-

A la suite de l'examen des Procès-Verbaux du Conseil d'Ad-  
ministration auquel il avait procédé, M. SAUVANET, Inspecteur prin-  
cipal de l'Enregistrement, avait présenté les observations suivan-  
tes en ce qui concerne les Procès-Verbaux des Assemblées Générales  
portant modification des Statuts :

- 1°) ces Procès-Verbaux doivent être déposés dans le mois à  
l'Enregistrement ;
- 2°) ils doivent être soumis aux formalités du timbre et de l'en-  
registrement, parce que constituant, comme les Statuts eux-  
mêmes, un acte synallagmatique.

Le Service du Contentieux, auquel ces observations avaient  
été communiquées, a été d'avis qu'elles n'étaient pas fondées en  
droit (Note de M. AURENCE du 31 octobre 1942).

En fait, M. SAUVANET, à la suite des explications qui lui  
ont été données, avait fini par admettre que les modifications ap-  
portées à nos Statuts par l'Assemblée Générale du 31 octobre 1940  
(la seule qui, jusqu'ici, ait modifié les Statuts), étant imposées  
par la loi du 10 octobre 1940, n'avaient pas le caractère d'acte  
synallagmatique et a renoncé à sa demande en ce qui concerne le  
timbrage et l'enregistrement de ce Procès-Verbal. Nous nous sommes  
bornés à déposer ce Procès-Verbal à l'Enregistrement comme nous  
l'avons fait pour les Procès-Verbaux des Assemblées Générales an-  
nuelles.

.....

Mais M. SAUVANET a demandé qu'à l'avenir les Procès-Verbaux des Assemblées Générales approuvant des modifications aux Statuts - si ces modifications intervenaient dans des conditions normales - soient soumis aux formalités du timbre et de l'enregistrement.

La question se pose donc de savoir ce qu'il convient de faire pour le Procès-Verbal de l'Assemblée Générale du 29 juin 1944, qui a approuvé la modification de l'art. 5 des Statuts.

Il semble que nous n'ayons pas à soumettre ce Procès-Verbal aux formalités du timbre et de l'enregistrement, et cela pour deux raisons :

- une raison de droit - Ainsi que l'indique le Service du Contentieux, les prétentions de l'Administration de l'Enregistrement sur ce point ne sont pas fondées ;

- une raison de fait - Les modifications apportées à l'art. 5 des Statuts sont essentiellement commandées par les dispositions de l'art. 39 de la loi du 31 décembre 1943. La situation est donc la même que pour les modifications qui avaient été apportées en octobre 1940, à la suite de la loi du 10 octobre 1940. Or, dans ce dernier cas, M. SAUVANET avait admis que, s'agissant de modifications résultant d'une loi, celles-ci n'avaient pas le caractère d'acte synallagmatique et échappaient par conséquent au timbre et à l'enregistrement.

Nous pourrions donc nous borner, ce qui est sans inconvénient, à déposer ce Procès-Verbal au bureau de l'Enregistrement en même temps que celui de l'Assemblée Générale annuelle.

8123

9 août

194 43

Monsieur le Directeur Général,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre (1ère Division, 3ème Bureau, n° 39.000 § II) du 30 juillet, par laquelle vous me faites connaître la décision du 15 juillet, conforme à vos propositions et à celles du Comité des Remises et Transactions, M. le Ministre des Finances avait prononcé la remise entière, d'office, des pénalités encourues par la Société Nationale des Chemins de fer français pour diverses omissions.

Je vous remercie d'avoir bien voulu provoquer cette décision bienveillante.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

*Lucien Filippi*

Monsieur le Directeur Général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre (1ère Division - 3ème Bureau).

BUREAU DE L'ENREGISTREMENT

5 août 1943

6ème Bureau des Sociétés  
rue des Pyramides 6  
Paris (1er)

N° 93

Dossier 56/225-228

CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE LA S.N.C.F.

Monsieur

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par une décision en date du 15 juillet 1943, M. le Ministre des Finances a, conformément à mes propositions, fait remise entière au profit de la S.N.C.F., des pénalités qu'elle avait encourues pour :

- 1° - défaut de dépôt des procès-verbaux de ses Assemblées Générales;
- 2° - défaut de paiement de la taxe du revenu sur les intérêts des actions B.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations les plus distinguées.

A Paris, le 4-8-1943

L'Inspecteur Principal de l'Enregistrement  
des Domaines et du Timbre

signature.

8123

MINISTERE DES FINANCES

-----  
Direction Générale  
de l'Enregistrement,  
des Domaines et du Timbre

-----  
1ère Division

-  
3ème Bureau

-  
N° 39.000 § II

Paris, le 30 juillet 1943

Monsieur le Secrétaire Général,

La Société Nationale des Chemins de fer français a encouru des pénalités, s'élevant à la somme de 1.213.908 francs, pour avoir omis : 1°) d'acquitter la taxe du revenu exigible sur les intérêts alloués, pour les exercices 1938 à 1942, à ses actions B. qui appartiennent à l'Etat ; 2°) de déposer au bureau de l'Enregistrement compétent les comptes rendus de ses assemblées générales des 29 juin 1939, 5 septembre et 31 octobre 1940, 30 juin 1941 et 30 juin 1942.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par une décision du 15 juillet courant, conforme à mes propositions et à celles du Comité des Remises et Transactions, M. le Ministre des Finances a prononcé la remise entière d'office, desdites pénalités.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Directeur Général,

signature.

Monsieur FILIPPI  
Secrétaire Général de la S.N.C.F.

D. 56/228

6ème Bureau des  
Sociétés

6, rue des Pyramides  
Paris - 1er

C O P I E

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par une décision en date du 6 courant, l'Administration a confirmé les points suivants, sur lesquels avait porté ma réclamation :

1° - Dépôt des Comptes-rendus des Assemblées Générales réglant les comptes de chaque exercice.

Ces comptes-rendus et toutes les pièces annexées doivent être déposés dans les 20 jours, conformément aux prescriptions de l'article 2 de la loi du 29 juin 1872.

(Prière de régulariser le passé).

2° - Dépôt des comptes-rendus des Assemblées Générales modifiant les statuts.

Ces documents doivent être déposés dans le mois, par application de l'article 1er du décret du 17 juillet 1857.

(Prière de régulariser la situation à cet égard).

3° - Taxe du Revenu sur les intérêts des actions B.

Cette taxe est exigible, conformément à la décision de la Direction des Impôts en date du 19 janvier 1943.

Pour le passé, la Direction impute les droits exigibles sur les sommes que vous avez versées au Trésor au titre des Intérêts.

Pour l'avenir, elle précise que la S.N.C.F. doit acquitter trimestriellement la taxe provisionnelle à raison de 1/5 (chaque trimestre) du revenu des actions au cours de l'exercice précédent, conformément aux prescriptions des alinéas 3 et 4 du décret du 6 décembre 1872.

Il y aurait donc lieu de verser le premier 1/5, devenu exigible le 20 avril dernier, pour le 1er trimestre 1943.

Enfin, en ce qui concerne les pénalités encourues, dont j'ai proposé la remise entière d'office, la Direction m'informe qu'il sera statué par les soins du Ministre.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Ce 10-5-43

L'Inspecteur Principal  
Signature.

31 octobre 1942



EXTRAIT

## NOTE

pour Monsieur CLOSSET

Secrétaire Général du Conseil d'Administration

Après avoir pris connaissance de la note de M. SAUVALET et des observations que vous avez présentées, j'ai l'honneur de vous soumettre les remarques ci-après :

II - Assemblée Générale ayant modifié les statuts

a/ L'Enregistrement estime, en premier lieu, que le compte rendu de l'Assemblée Générale du 30 octobre 1940 aurait dû être déposé dans le mois de sa date, par application de l'article 1er du décret du 17 juillet 1857.

Conformément à ce texte, la déclaration d'existence de la S.N.C.F. avait été faite en 1938; elle contenait les énonciations prévues par la loi, c'est-à-dire l'objet, le siège et la durée de la Société, le nom du Directeur général et enfin la mention que la S.N.C.F. avait été dispensée des formalités légales de constitution applicables aux sociétés de droit commun et avait repris la charge de tous les emprunts émis par les Grands Réseaux.

Le texte précité ne prévoit de déclarations modificatives qu'en cas de changement dans la constitution sociale, de transfert du siège, de remplacement du directeur ou gérant et d'émission de titres nouveaux.

L'Assemblée générale susvisée n'ayant pris aucune résolution qui entre dans l'énumération limitative du décret du 17 juillet 1857, il n'y avait pas lieu de conscrire, à cette occasion, une déclaration modificative.

b/ D'autre part, l'Enregistrement fait valoir que le procès-verbal de cette Assemblée aurait dû être timbré et enregistré dans les trois mois, parce que constituant, comme les Statuts eux-mêmes un acte synallagmatique.

Le caractère de convention synallagmatique ne peut être attribué à aucune des deux résolutions prises par l'Assemblée Générale du 31 octobre 1940. Tout d'abord, les modifications apportées aux Statuts ont été uniquement "la conséquence directe et certaine de la loi du 10 octobre 1940", comme l'indique l'exposé fait à

ce sujet à l'Assemblée Générale, dont le rôle s'est limité à faire passer dans les Statuts les modifications prescrites par la loi. Ensuite, la fixation nouvelle du jeton de présence et de l'allocation annuelle attribuée à chaque administrateur est évidemment un acte d'autorité de caractère unilatéral qui échappe à l'obligation de l'enregistrement dans le délai de trois mois.

L'arrêt de la Chambre des Requêtes du 7 décembre 1931, statuant en matière d'enregistrement, ne saurait donc être invoqué en l'espèce.

Ajoutons qu'en ce qui concerne le timbre un jugement du Tribunal civil de la Seine, en date du 27 octobre 1939 (Revue de l'Enregistrement, article 21005) a décidé que les procès-verbaux des Assemblées Générales n'y étaient pas assujettis même lorsqu'ils constataient des conventions synallagmatiques, ces procès-verbaux bénéficiant de l'immunité fiscale attachée aux livres de commerce. Ce jugement fait actuellement l'objet d'un pourvoi en Cassation.

En résumé, je considère que le procès-verbal de l'Assemblée en cause n'a pas à être enregistré pour les raisons précitées. En ce qui concerne le timbre, l'Administration de l'Enregistrement n'ayant pas jusqu'ici obtenu une décision de la Cour suprême qui sanctionne ses prétentions, j'estime également qu'il y a lieu de nous en tenir à nos errements.

.....

Le Chef du Contentieux

signé : AURENGE.

20 octobre

42

Monsieur le Secrétaire Général,

Vous m'avez prié de vous renseigner sur les diverses questions soulevées par la lettre ci-jointe que vous a adressée l'Inspecteur Principal de l'Enregistrement qui est venu récemment vérifier nos registres sociaux.

Je vous demande de bien vouloir trouver exposées ci-après les observations que cette lettre me suggère.

#### I.- Assemblées générales annuelles approuvant les comptes.-

L'Administration de l'Enregistrement estime que les comptes rendus des Assemblées générales annuelles approuvant les comptes auraient dû être déposés dans un délai de 20 jours à compter de leur date, conformément aux prescriptions de l'article 2 de la loi du 29 juin 1972.

La question avait été posée à l'issue de la première Assemblée générale annuelle de la S.N.C.F. approuvant les comptes de l'exercice 1938 et tenue en juin 1939. A la suite d'une consultation de M. AUREG, elle avait été tranchée par la négative (Annexe I).

A l'appui de sa demande, l'Inspecteur Principal de l'Enregistrement présente trois arguments d'inégale valeur.

1°.- En principe, il ne serait pas interdit à la S.N.C.F. de distribuer un dividende supplémentaire. Cette thèse n'est pas à retenir car la distribution d'un dividende supplémentaire est incompatible avec les dispositions de la Convention de 1937, en particulier avec l'article 21 qui définit limitativement la consistance du compte annuel de liquidation, et l'article 24 qui règle impérativement l'affectation éventuelle des excédents que ferait apparaître ce compte.

fait valoir

2° - L'Administration de l'Enregistrement ~~xxxxxx~~ que la connaissance du bilan et du compte de Profits et Pertes lui est nécessaire pour déterminer le caractère productif ou improductif d

Monsieur FILIPPI,  
Secrétaire Général

...

la Société au regard des taxes de timbre et de transmission qui viendraient exigibles le jour où les actions ne seront plus inaliénables.

Cette argumentation anticipe sur l'avenir. Les actions A et B sont inaliénables jusqu'en 1956 et les renseignements que le fisc pourrait tirer des documents actuels lui seraient certainement d'aucune utilité.

3° - Aux termes de l'article 25 des Statuts, il appartient à l'Assemblée générale annuelle de déterminer l'importance des allocations à attribuer aux membres du Conseil d'Administration. Or, il est utile à l'Administration de l'Enregistrement d'avoir les chiffres pour contrôler le paiement de l'impôt sur le revenu dû au titre de ces allocations.

Cet argument est assurément des plus sérieux et il semble / que notre propre étude com-  
xxx la note de M. AURENCE, en fonction de laquelle nous avons déterminé notre attitude en 1939, aient omis de traiter ce point.

Sous réserve de l'avis du Service du Contentieux, que je vous propose de consulter à nouveau à cet égard, puisque la décision à prendre serait contraire à ses conclusions antérieures, il semble que de ce chef, nous ne soyons pas fondés à nous opposer au dépôt prévu par la loi de 1872. La situation serait apurée par communication à l'Enregistrement des différents procès-verbaux des Assemblées générales annuelles tenues depuis l'origine de la S.N.C.F.

Il ne me paraît pas que nous ayons à joindre à cet envoi les documents comptables soumis à ces Assemblées. Toutefois, je préférerais également avoir l'avis de M. AURENCE à ce sujet.

## II. - Assemblées générales modifiant les Statuts.-

a) L'Administration de l'Enregistrement indique que les comptes rendus de ces Assemblées auraient dû être déposés dans le mois de leur date par application de l'article 1er du décret du 17 juil. 1857.

La question de la portée du décret du 17 juil. 1857 a été examinée lors de la constitution de la S.N.C.F. et, conformément à l'avis du Service du Contentieux, le Comité de Direction a décidé, dans sa séance du 26 janvier 1939, de faire la déclaration d'existence imposée par ce décret (Annexe II).

Cette déclaration a été souscrite par le Service du Contentieux. Le dernier alinéa de l'article 1er du décret de 1857 prévoit qu'"en cas de modification dans la constitution sociale, de changement de siège, de remplacement du directeur ou gérant, d'émission de titres nouveaux...", la déclaration doit en être faite dans le délai d'un mois au bureau qui aura reçu la déclaration primitive.

Quelle est la portée de l'obligation ainsi édictée ? Il ne semble pas que les renseignements modificatifs à fournir puissent excéder ceux qui ont fait l'objet de la déclaration originelle. Or, parmi les renseignements exigés dans cette dernière figurent :

"l'objet, le siège et la durée de la Société, la date de l'acte constitutif et celle de l'enregistrement de l'acte". Il n'est nullement question des Statuts eux-mêmes ni des P.V. des Assemblées générales approuvant ces statuts ou les modifiant.

Il conviendrait de s'assurer auprès du Service du Contentieux de la consistance de la déclaration d'existence originelle et de lui demander son avis sur la portée des dispositions du décret de 1857 en ce qui concerne les déclarations modificatives ultérieures à faire par la S.N.C.F.

Je crois devoir ajouter que les Statuts de la S.N.C.F. doivent, aux termes de l'article 2 du décret-loi du 31 août 1937, être approuvés par un décret en Conseil d'Etat contresigné des Ministres des Travaux Publics et des Finances, et que l'article 34 desdits Statuts prévoit qu'ils seront modifiés suivant les mêmes formes.

Cette procédure leur confère assurément un caractère bien particulier de publicité. Aussi bien :

- d'une part, les Statuts primitifs de la S.N.C.F. ont été publiés au Journal Officiel en annexe au décret qui les approuvait;

- d'autre part, les modifications apportées par l'Assemblée générale du 31 octobre 1940, en application de la loi du 10 octobre 1940, ont été approuvées par un arrêté interministériel du 5 novembre 1940 et annexées à cet arrêté.

On ne voit pas ce que pourrait ajouter la communication du procès-verbal de l'Assemblée générale ayant approuvé ces modifications.

b) L'Administration de l'Enregistrement estime, d'autre part, que, conformément à la doctrine de la Cour de Cassation, telle qu'elle ressort d'un arrêt de la Chambre des Requêtes du 7 décembre 1931, les procès-verbaux de ces Assemblées constituent, comme les statuts, des actes synallagmatiques et, par suite, sont passibles du timbre et de l'enregistrement.

Le texte de cet arrêt est donné en annexe (Annexe III).

Sans discuter la thèse de l'Administration de l'Enregistrement sur la portée doctrinale de cet arrêt, la thèse dont le bien-fondé semble discutable et sur laquelle l'avis du Service du Contentieux pourrait être demandé, la demande de cette Administration ne paraît pas devoir être retenue pour la raison suivante : elle a uniquement un objet fiscal, à savoir soumettre ces documents au timbre et à l'enregistrement. Or, aux termes du 2ème alinéa de l'article 23 du décret-loi du 31 août 1937 : "sont exonérés de tout droit d'enregistrement les actes relatifs à la constitution de la Société Nationale", ce qui doit s'entendre, semble-t-il, également des modifications apportées ultérieurement à ces actes. L'acte original étant dispensé de l'enregistrement, on conçoit mal que les actes le modifiant puissent être passibles de ces droits.

....

### III.- Intérêts servis aux actions B.

L'Administration de l'Enregistrement considère que les intérêts servis aux actions B appartenant à l'Etat doivent être frappés de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, au même titre que les actions A appartenant aux Compagnies.

Ceci est sans portée pratique, puisque, en définitive, il y a confusion entre le créancier et le débiteur. Il s'agit d'une simple question de comptabilité budgétaire sans répercussion à l'égard de la S.N.C.F.

Je ne vois pas que nous puissions avoir d'objection sur le principe. Toutefois, je vous propose de demander également sur ce point l'avis du Service du Contentieux ainsi que, le cas échéant, celui des Services Financiers.

### IV. - Certificats d'actions A et B.

L'Administration de l'Enregistrement demande enfin deux renseignements de fait concernant la date de création et de timbrage des certificats d'actions de la S.N.C.F.

Nous fournirons les renseignements que nous donneront les Services Financiers.

En résumé, le mieux serait de transmettre, pour avis, la présente note avec la lettre de l'Enregistrement, tant à M. BROCHU qu'à M. AURENGE.

P.CLOSSET

CASS-Req. 7 décembre 1931

ENREGISTREMENT, SOCIÉTÉ, PROROGATION, PROCÈS-VERBAL DE LA  
DECISION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, DROIT PROPORTIONNEL, ACTE  
NOTARIE CONSTATANT LA SOUSCRIPTION DU CAPITAL SOCIAL, ACTE  
NOTARIE CONSTATANT LE VERSEMENT DU QUART, DROIT FIXE.

L'article 12 de la loi du 29 juin 1918, qui prescrit l'enregistrement, dans le délai de trois mois à compter de leur date, de tous les actes sous seing privé constatant des conventions synallagmatiques, s'applique au procès-verbal qui constate la prorogation d'une Société (1) (L. 29 juin 1918, art.12).

Dès lors, les droits sur les actes obligatoirement enregistrables dans un délai déterminé devant être perçus d'après le tarif en vigueur au moment où ils ont été faits, le procès-verbal de la délibération de l'assemblée générale des actionnaires décidant la prorogation d'une société doit être assujéti aux droits d'enregistrement en vigueur à la date de cette délibération et non au tarif applicable au jour de la présentation à la formalité (2) (Id.)

En revanche, l'augmentation du capital social opérée au cours de la société ne devenant définitive que lorsque l'assemblée générale a reconnu la sincérité des déclarations notariées afférentes aux actions nouvelles, les actes constatant la déclaration de souscription et le versement du quart sont passibles d'un simple droit fixe, dont la perception est complètement indépendante de celle à laquelle est assujéti le procès-verbal de l'assemblée générale consacrant l'augmentation du capital social (3) (L. 24 juillet 1867, Art.25).

(Enregistrement C. Soc. Anonyme électrique de l'Ouest).-  
Arrêt.

LA COUR.- Sur le moyen unique de la violation des art.1101, 1102, 1323 et 1325, C. civ, et des Art. 12 de la loi du 2 juin 1918, 40 de la loi du 13 juillet 1925 et 39 de la loi du 4 avril 1926;-  
Attendu que le pourvoi fait grief au jugement d'avoir admis que le procès-verbal de la délibération de l'assemblée générale des actionnaires de la Société électrique de Guéret décidant la prorogation de cette Société, était, en tant qu'acte sous seing privé constatant une convention synallagmatique, assujéti aux droits d'enregistrement en vigueur à la date de cette délibération et non au tarif applicable le jour de la présentation à la formalité;- Mais attendu que, d'après

.....

(1) (2) (3) Voir in fine.

l'art. 12 de la loi du 29 juin 1918 "doivent être enregistrés dans le délai de 3 mois à compter de leur date tous les actes sous seing privé constatant des conventions synallagmatiques"; que ce texte, dont les termes clairs et précis doivent être suivis à la lettre, s'applique au procès-verbal qui constate la prorogation d'une société; - Attendu, d'autre part, que, sur les actes obligatoirement enregistrables dans un délai déterminé, les droits sont perçus d'après le tarif en vigueur au moment où ils ont été faits; - D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, le jugement attaqué n'a violé aucun des textes visés par le moyen; - Rejette le pourvoi formé contre le jugement du Tribunal de Guéret du 28 mars 1928, etc...

Du 7 déc. 1931.- Ch.req. - MM. SERVIN, prés.; PILON, rapp.; Pailhé, av. gén.; COCHE, av.

- (1) (2) (3) - Les actes sous seing privé constatant des conventions synallagmatiques doivent être enregistrés dans les trois mois de leur date (art. 12 de la loi du 29 juin 1918). Le procès-verbal de la délibération d'une assemblée générale d'actionnaires décidant la prorogation d'une société doit être enregistré à ce titre. Cette délibération constitue, en effet, un engagement réciproque des associés exactement comme un acte constitutif de société. Elle vaut par elle-même. Ses effets ne sont pas subordonnés à l'accomplissement d'un acte ultérieur. Il en est différemment des actes notariés constatant la déclaration de souscription et le versement du quart du capital social lors de la fondation d'une société ou lors d'une augmentation de capital. Aussi la Cour de cassation a-t-elle déclaré ces actes passibles d'un simple droit fixe, le droit proportionnel devant être perçu à l'occasion du procès-verbal de la délibération de l'assemblée générale constatant la constitution de la Société ou rendant définitive l'augmentation. V. Cass. req. 15 déc. 1925 (a). Au contraire, elle déclare passible d'un droit proportionnel le procès-verbal de l'assemblée des actionnaires qui décide la prorogation de la Société, il n'y a pas, - on le voit, - contradiction entre les deux décisions.

Du moment qu'on admet que le procès-verbal contenant la décision de prorogation de la société est passible du droit proportionnel, c'est évidemment du droit proportionnel en vigueur à la date où la délibération a été prise que ce procès-verbal est passible. Ce procès-verbal, en effet, doit être enregistré dans les trois mois. Or, décider qu'un acte doit être enregistré dans un délai déterminé, c'est en somme dire qu'il doit l'être aussitôt passé, le délai étant octroyé seulement pour la commodité des redevables. On ne peut donc songer à appliquer un autre tarif que celui en vigueur au jour de l'acte.

- (a) (comp. électrique du Nord C. enregistrement). - Arrêt.  
LA COUR; - attendu qu'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Comp. Electrique du Nord ayant décidé, le 14 mai 1918, de porter de 6 à 11 M. le capital social par l'émission de 50.000 actions de 100 fr, les deux actes notariés constatant la déclaration de souscription et le versement du quart du capital social ont été enregistrés le 18 juin suivant comme actes innommés au droit fixe de 3 fr 75; que plus tard, lorsque le

le procès-verbal de l'assemblée générale, tenue le 8 juillet 1918 pour approuver la souscription et le versement ci-dessous spécifiés, déposé chez Maître GENEVOISE, Notaire, et annexé à un acte de dépôt dressé par le même Notaire, a été soumis à la formalité de l'enregistrement, à la date du 23 juin 1919, l'Administration a perçu, sur ce document, les droits nouveaux édictés par la loi du 29 juin 1918 devenue exécutoire entre l'enregistrement des premiers actes et celui de la délibération précitée; - Attendu que le Tribunal de Douai ayant déclaré cette perception régulière, le pourvoi soutient que la quotité du droit proportionnel due sur l'augmentation du capital prévue par les Statuts aurait dû être déterminée d'après la législation en vigueur au moment où les actes contenant les déclarations de souscription et de versement ont été enregistrés, et non d'après la législation en vigueur lors de la présentation à la formalité du procès-verbal de l'assemblée générale qui a vérifié les dites déclarations et rendu définitive l'augmentation du capital; - Mais, attendu que la loi du 29 juin 1918 n'a rien modifié, sauf en ce qui concerne la quotité de la taxe, les principes posés par la loi du 23 frim. an 7 et les lois postérieures; - Attendu que la règle établie par l'article 25 de la loi du 24 juillet 1867 pour la constitution des sociétés anonymes s'étend à l'augmentation du capital social originaire par la création de la souscription de nouvelles actions; que, par suite, l'augmentation du capital social opérée au cours de la Société, ne devient définitive que lorsque l'Assemblée générale des associés a reconnu la nécessité des déclarations notariées afférentes aux actions nouvelles; que, jusqu'à la réunion de cette assemblée générale, la validité des opérations préliminaires reste éventuelle; que, dès lors, les actes constatant la déclaration de souscription et le versement du quart sont passibles d'un simple droit fixe dont la perception est complètement indépendante de celle à laquelle est assujéti le procès-verbal de l'assemblée générale consacrant l'augmentation du capital social; - Attendu en fait que c'est le 23 juin 1919, c'est-à-dire postérieurement à la mise en vigueur de la loi du 29 juin 1918 qu'a été soumis à la formalité de l'enregistrement le procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du 8 juillet 1918; - Attendu qu'en déterminant la quotité des droits dus d'après la législation en vigueur au moment où la Comp. Electrique du Nord a produit à la Régie de l'enregistrement le titre qui a rendu ces droits exigibles, le Tribunal de Douai, loin de violer les textes de loi invoqués, en a fait une exacte application, d'où il suit que le moyen n'est pas fondé; - Rejette le pourvoi contre le jugement du tribunal civil de Douai du 10 novembre 1922, etc...

Du 15 déc. 1925.- Ch.req.- MM; ELONDEL, prés.; DELRIEU, Rapp.; WATTINNE, av.gén.

CASS-Req. 7 décembre 1931

ENREGISTREMENT, SOCIÉTÉ, PROROGATION, PROCÈS-VERBAL DE LA  
DECISION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, DROIT PROPORTIONNEL, ACTE  
NOTARIE CONSTATANT LA SOUSCRIPTION DU CAPITAL SOCIAL, ACTE  
NOTARIE CONSTATANT LE VERSEMENT DU QUART, DROIT FIXE.

L'article 12 de la loi du 29 juin 1918, qui prescrit l'enregistrement, dans le délai de trois mois à compter de leur date, de tous les actes sous seing privé constatant des conventions synallagmatiques, s'applique au procès-verbal qui constate la prorogation d'une Société (1) (L. 29 juin 1918, art.12).

Dès lors, les droits sur les actes obligatoirement enregistrables dans un délai déterminé devant être perçus d'après le tarif en vigueur au moment où ils ont été faits, le procès-verbal de la délibération de l'assemblée générale des actionnaires décidant la prorogation d'une société doit être assujéti aux droits d'enregistrement en vigueur à la date de cette délibération et non au tarif applicable au jour de la présentation à la formalité (2) (Id.)

En revanche, l'augmentation du capital social opérée au cours de la société ne devenant définitive que lorsque l'assemblée générale a reconnu la sincérité des déclarations notariées afférentes aux actions nouvelles, les actes constatant la déclaration de souscription et le versement du quart sont passibles d'un simple droit fixe, dont la perception est complètement indépendante de celle à laquelle est assujéti le procès-verbal de l'assemblée générale consacrant l'augmentation du capital social (3) (L. 24 juillet 1867, Art.25).

(Enregistrement C. Soc. Anonyme électrique de l'Ouest).-  
Arrêt.

LA COUR.- Sur le moyen unique de la violation des art.1101, 1102, 1323 et 1325, C. civ, et des Art. 12 de la loi du 2 juin 1918, 40 de la loi du 13 juillet 1925 et 39 de la loi du 4 avril 1926;- Attendu que le pourvoi fait grief au jugement d'avoir admis que le procès-verbal de la délibération de l'assemblée générale des actionnaires de la Société électrique de Guéret décidant la prorogation de cette Société, était, en tant qu'acte sous seing privé constatant une convention synallagmatique, assujéti aux droits d'enregistrement en vigueur à la date de cette délibération et non au tarif applicable le jour de la présentation à la formalité;- Mais attendu que, d'après

.....

(1) (2) (3) Voir in fine.

l'art. 12 de la loi du 29 juin 1918 "doivent être enregistrés dans le délai de 3 mois à compter de leur date tous les actes sous seing privé constatant des conventions synallagmatiques"; que ce texte, dont les termes clairs et précis doivent être suivis à la lettre, s'applique au procès-verbal qui constate la prorogation d'une société; - Attendu, d'autre part, que, sur les actes obligatoirement enregistrables dans un délai déterminé, les droits sont perçus d'après le tarif en vigueur au moment où ils ont été faits; - D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, le jugement attaqué n'a violé aucun des textes visés par le moyen; - Rejette le pourvoi formé contre le jugement du Tribunal de Guéret du 28 mars 1928, etc...

Du 7 déc. 1931.- Ch.req. - MM. SERVIN, prés.; PILON, rapp.; Pailhé, av. gén.; COCHE, av.

- (1) (2) (3) - Les actes sous seing privé constatant des conventions synallagmatiques doivent être enregistrés dans les trois mois de leur date (art. 12 de la loi du 29 juin 1918). Le procès-verbal de la délibération d'une assemblée générale d'actionnaires décidant la prorogation d'une société doit être enregistré à ce titre. Cette délibération constitue, en effet, un engagement réciproque des associés exactement comme un acte constitutif de société. Elle vaut par elle-même. Ses effets ne sont pas subordonnés à l'accomplissement d'un acte ultérieur. Il en est différemment des actes notariés constatant la déclaration de souscription et le versement du quart du capital social lors de la fondation d'une société ou lors d'une augmentation de capital. Aussi la Cour de cassation a-t-elle déclaré ces actes passibles d'un simple droit fixe, le droit proportionnel devant être perçu à l'occasion du procès-verbal de la délibération de l'assemblée générale constatant la constitution de la Société ou rendant définitive l'augmentation. V.Cass.req.15 déc.1925 (a). Au contraire, elle déclare passible d'un droit proportionnel le procès-verbal de l'assemblée des actionnaires qui décide la prorogation de la Société, il n'y a pas, - on le voit, - contradiction entre les deux décisions.

Du moment qu'on admet que le procès-verbal contenant la décision de prorogation de la société est passible du droit proportionnel, c'est évidemment du droit proportionnel en vigueur à la date où la délibération a été prise que ce procès-verbal est passible. Ce procès-verbal, en effet, doit être enregistré dans les trois mois. Or, décider qu'un acte doit être enregistré dans un délai déterminé, c'est en somme dire qu'il doit l'être aussitôt passé, le délai étant octroyé seulement pour la commodité des redevables. On ne peut donc songer à appliquer un autre tarif que celui en vigueur au jour de l'acte.

- (a) (comp.électrique du Nord C.enregistrement).- Arrêt.  
LA COUR; - attendu qu'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Comp.Électrique du Nord ayant décidé, le 14 mai 1918, de porter de 6 à 11 M. le capital social par l'émission de 50.000 actions de 100 fr, les deux actes notariés constatant la déclaration de souscription et le versement du quart du capital social ont été enregistrés le 18 juin suivant comme actes innommés au droit fixe de 3 fr 75; que plus tard, lorsque le

le procès-verbal de l'assemblée générale, tenue le 8 juillet 1918 pour approuver la souscription et le versement ci-dessous spécifiés, déposé chez Maître GENEVOISE, Notaire, et annexé à un acte de dépôt dressé par le même Notaire, a été soumis à la formalité de l'enregistrement, à la date du 23 juin 1919, l'Administration a perçu, sur ce document, les droits nouveaux édictés par la loi du 29 juin 1918 devenue exécutoire entre l'enregistrement des premiers actes et celui de la délibération précitée; - Attendu que le Tribunal de Douai ayant déclaré cette perception régulière, le pourvoi soutient que la quotité du droit proportionnel due sur l'augmentation du capital prévue par les Statuts aurait dû être déterminée d'après la législation en vigueur au moment où les actes contenant les déclarations de souscription et de versement ont été enregistrés, et non d'après la législation en vigueur lors de la présentation à la formalité du procès-verbal de l'assemblée générale qui a vérifié les dites déclarations et rendu définitive l'augmentation du capital; - Mais, attendu que la loi du 29 juin 1918 n'a rien modifié, sauf en ce qui concerne la quotité de la taxe, les principes posés par la loi du 22 frim. an 7 et les lois postérieures; - Attendu que la règle établie par l'article 25 de la loi du 24 juillet 1867 pour la constitution des sociétés anonymes s'étend à l'augmentation du capital social originaire par la création de la souscription de nouvelles actions; que, par suite, l'augmentation du capital social opérée au cours de la Société, ne devient définitive que lorsque l'Assemblée générale des associés a reconnu la nécessité des déclarations notariées afférentes aux actions nouvelles; que, jusqu'à la réunion de cette assemblée générale, la validité des opérations préliminaires reste éventuelle; que, dès lors, les actes constatant la déclaration de souscription et le versement du quart sont passibles d'un simple droit fixe dont la perception est complètement indépendante de celle à laquelle est assujéti le procès-verbal de l'assemblée générale consacrant l'augmentation du capital social; - Attendu en fait que c'est le 23 juin 1919, c'est-à-dire postérieurement à la mise en vigueur de la loi du 29 juin 1918 qu'a été soumis à la formalité de l'enregistrement le procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du 8 juillet 1918; - Attendu qu'en déterminant la quotité des droits dus d'après la législation en vigueur au moment où la Comp. Electrique du Nord a produit à la Régie de l'enregistrement le titre qui a rendu ces droits exigibles, le Tribunal de Douai, loin de violer les textes de loi invoqués, en a fait une exacte application, d'où il suit que le moyen n'est pas fondé; - Rejette le pourvoi contre le jugement du tribunal civil de Douai du 10 novembre 1922, etc...

Du 15 déc. 1925. - Ch. req. - MM; BLONDEL, prés.; DELRIEU, Rapp.;  
WATTINNE, av. gén.

CASS-Req. 7 décembre 1931

ENREGISTREMENT, SOCIÉTÉ, PROROGATION, PROCÈS-VERBAL DE LA  
DECISION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, DROIT PROPORTIONNEL, ACTE  
NOTARIE CONSTATANT LA SOUSCRIPTION DU CAPITAL SOCIAL, ACTE  
NOTARIE CONSTATANT LE VERSEMENT DU QUART, DROIT FIXE.

L'article 12 de la loi du 29 juin 1918, qui prescrit l'enregistrement, dans le délai de trois mois à compter de leur date, de tous les actes sous seing privé constatant des conventions synallagmatiques, s'applique au procès-verbal qui constate la prorogation d'une Société (1) (L. 29 juin 1918, art. 12).

Dès lors, les droits sur les actes obligatoirement enregistrables dans un délai déterminé devant être perçus d'après le tarif en vigueur au moment où ils ont été faits, le procès-verbal de la délibération de l'assemblée générale des actionnaires décidant la prorogation d'une société doit être assujéti aux droits d'enregistrement en vigueur à la date de cette délibération et non au tarif applicable au jour de la présentation à la formalité (2) (Id.)

En revanche, l'augmentation du capital social opérée au cours de la société ne devenant définitive que lorsque l'assemblée générale a reconnu la sincérité des déclarations notariées afférentes aux actions nouvelles, les actes constatant la déclaration de souscription et le versement du quart sont passibles d'un simple droit fixe, dont la perception est complètement indépendante de celle à laquelle est assujéti le procès-verbal de l'assemblée générale consacrant l'augmentation du capital social (3) (L. 24 juillet 1867, Art. 25).

(Enregistrement C. Soc. Anonyme électrique de l'Ouest). -  
Arrêt.

LA COUR. - Sur le moyen unique de la violation des art. 1101, 1102, 1323 et 1325, C. civ. et des Art. 12 de la loi du 2 juin 1918, 40 de la loi du 13 juillet 1925 et 39 de la loi du 4 avril 1926; - Attendu que le pourvoi fait grief au jugement d'avoir admis que le procès-verbal de la délibération de l'assemblée générale des actionnaires de la Société électrique de Guéret décidant la prorogation de cette Société, était, en tant qu'acte sous seing privé constatant une convention synallagmatique, assujéti aux droits d'enregistrement en vigueur à la date de cette délibération et non au tarif applicable le jour de la présentation à la formalité; - Mais attendu que, d'après

.....

(1) (2) (3) Voir in fine.

l'art. 12 de la loi du 29 juin 1918 "doivent être enregistrés dans le délai de 3 mois à compter de leur date tous les actes sous seing privé constatant des conventions synallagmatiques"; que ce texte, dont les termes clairs et précis doivent être suivis à la lettre, s'applique au procès-verbal qui constate la prorogation d'une société; - Attendu, d'autre part, que, sur les actes obligatoirement enregistrables dans un délai déterminé, les droits sont perçus d'après le tarif en vigueur au moment où ils ont été faits; - D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, le jugement attaqué n'a violé aucun des textes visés par le moyen; - Rejette le pourvoi formé contre le jugement du Tribunal de Guéret du 28 mars 1928, etc...

Du 7 déc. 1931. - Ch. req. - MM. SERVIN, prés.; PILON, rapp.; Pailhé, av. gén.; COCHÉ, av.

- (1) (2) (3) - Les actes sous seing privé constatant des conventions synallagmatiques doivent être enregistrés dans les trois mois de leur date (art. 12 de la loi du 29 juin 1918). Le procès-verbal de la délibération d'une assemblée générale d'actionnaires décidant la prorogation d'une société doit être enregistré à ce titre. Cette délibération constitue, en effet, un engagement réciproque des associés exactement comme un acte constitutif de société. Elle vaut partelle-même. Ses effets ne sont pas subordonnés à l'accomplissement d'un acte ultérieur. Il en est différemment des actes notariés constatant la déclaration de souscription et le versement du quart du capital social lors de la fondation d'une société ou lors d'une augmentation de capital. Aussi la Cour de cassation a-t-elle déclaré ces actes passibles d'un simple droit fixe, le droit proportionnel devant être perçu à l'occasion du procès-verbal de la délibération de l'assemblée générale constatant la constitution de la Société ou rendant définitive l'augmentation. V. Cass. req. 15 déc. 1925 (2). Au contraire, elle déclare passible d'un droit proportionnel le procès-verbal de l'assemblée des actionnaires qui décide la prorogation de la Société, il n'y a pas, - on le voit, - contradiction entre les deux décisions.

Du moment qu'on admet que le procès-verbal contenant la décision de prorogation de la société est passible du droit proportionnel, c'est évidemment du droit proportionnel en vigueur à la date où la délibération a été prise que ce procès-verbal est passible. Ce procès-verbal, en effet, doit être enregistré dans les trois mois. Or, décider qu'un acte doit être enregistré dans un délai déterminé, c'est en somme dire qu'il doit l'être aussitôt passé, le délai étant octroyé seulement pour la commodité des redevables. On ne peut donc songer à appliquer un autre tarif que celui en vigueur au jour de l'acte.

- (a) (comp. électrique du Nord C. enregistrement). - Arrêt.  
LA COUR; - attendu qu'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Comp. Electrique du Nord ayant décidé, le 14 mai 1918, de porter de 6 à 11 M. le capital social par l'émission de 50.000 actions de 100 fr, les deux actes notariés constatant la déclaration de souscription et le versement du quart du capital social ont été enregistrés le 18 juin suivant comme actes innommés au droit fixe de 3 fr 75; que plus tard, lorsque

le procès-verbal de l'assemblée générale, tenue le 8 juillet 1918 pour approuver la souscription et le versement ci-dessous spécifiés, déposé chez Maître GENEVOISE, Notaire, et annexé à un acte de dépôt dressé par le même Notaire, a été soumis à la formalité de l'enregistrement, à la date du 23 juin 1919, l'Administration a perçu, sur ce document, les droits nouveaux édictés par la loi du 29 juin 1918 devenue exécutoire entre l'enregistrement des premiers actes et celui de la délibération précitée; - Attendu que le Tribunal de Douai ayant déclaré cette perception régulière, le pourvoi soutient que la quotité du droit proportionnel due sur l'augmentation du capital prévue par les Statuts aurait dû être déterminée d'après la législation en vigueur au moment où les actes contenant les déclarations de souscription et de versement ont été enregistrés, et non d'après la législation en vigueur lors de la présentation à la formalité du procès-verbal de l'assemblée générale qui a vérifié les dites déclarations et rendu définitive l'augmentation du capital; - Mais, attendu que la loi du 29 juin 1918 n'a rien modifié, sauf en ce qui concerne la quotité de la taxe, les principes posés par la loi du 22 frim. an 7 et les lois postérieures; - Attendu que la règle établie par l'article 25 de la loi du 24 juillet 1867 pour la constitution des sociétés anonymes s'étend à l'augmentation du capital social originaire par la création de la souscription de nouvelles actions; que, par suite, l'augmentation du capital social opérée au cours de la Société, ne devient définitive que lorsque l'Assemblée générale des associés a reconnu la nécessité des déclarations notariées afférentes aux actions nouvelles; que, jusqu'à la réunion de cette assemblée générale, la validité des opérations préliminaires reste éventuelle; que, dès lors, les actes constatant la déclaration de souscription et le versement du quart sont passibles d'un simple droit fixe dont la perception est complètement indépendante de celle à laquelle est assujéti le procès-verbal de l'assemblée générale consacrant l'augmentation du capital social; - Attendu en fait que c'est le 23 juin 1919, c'est-à-dire postérieurement à la mise en vigueur de la loi du 29 juin 1918 qu'a été soumis à la formalité de l'enregistrement le procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du 8 juillet 1918; - Attendu qu'en déterminant la quotité des droits dus d'après la législation en vigueur au moment où la Comp. Electrique du Nord a produit à la Régie de l'enregistrement le titre qui a rendu ces droits exigibles, le Tribunal de Douai, loin de violer les textes de loi invoqués, en a fait une exacte application, d'où il suit que le moyen n'est pas fondé; - Rejette le pourvoi contre le jugement du tribunal civil de Douai du 10 novembre 1922, etc...

Du 15 déc. 1925.- Ch.req.- MM; BLONDEL, prés.; DELRIEU, Rapp.;  
WATTINNE, av.gén.

Le 18 décembre 1942

Cher Monsieur,

Comme il était convenu, je vous adresse ci-joint une note résumant les arguments que je vous avais développés de vive voix au sujet du point de vue de la S.N.C.F. concernant les questions que vous aviez soulevées dans votre lettre du 13 octobre dernier.

Vous voudrez bien trouver également ci-joint les différents renseignements que vous m'avez demandés par ailleurs.

Veillez agréer, Cher Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

signé : THUILLIER.

Monsieur SAUVANET, Inspecteur Principal de l'Enregistrement  
6ème Bureau des Sociétés, 6 rue des Pyramides - PARIS -

Observations relatives aux demandes  
présentées par l'Administration de l'Enregistrement

I - Assemblées Générales annuelles approuvant les comptes.-

L'Administration de l'Enregistrement considère que les comptes rendus de ces Assemblées auraient dû être déposés conformément à la loi et que ce dépôt était nécessaire pour trois raisons :

- 1°) contrôle du revenu imposable des actions,
- 2°) détermination du caractère productif ou improductif de la Société au regard des taxes de timbre et de transmission,
- 3°) contrôle du paiement de la taxe sur le revenu frappant les allocations attribuées aux Administrateurs.

Il convient de faire remarquer, tout d'abord, que si, en fait, les textes législatifs ne contiennent aucune exception aux prescriptions qu'ils édictent, il est incontestable que le motif pour lequel le dépôt est prescrit est de permettre à l'Administration de l'Enregistrement de connaître officiellement le montant du produit des actions, dont la distribution est ordonnée par l'Assemblée Générale - produit qui servira d'assiette à l'impôt. L'article 55 du Code des Valeurs Mobilières, relatif à ce dépôt et qui reprend l'article 2 de la loi du 29 juin 1872, est, du reste, compris dans le § 2 du Titre III, paragraphe intitulé "assiette et mode de perception de l'impôt".

Or, au cas présent, la rémunération des actions A et B de la S.N.C.F. (un intérêt de 3 %) est fixée à titre définitif, non par une délibération de l'Assemblée Générale des Actionnaires, mais par une disposition expresse de la Convention du 31 août 1937, approuvée par décret-loi de même date (art. 2).

L'Administration de l'Enregistrement a, d'ailleurs, eu connaissance de cette disposition par la déclaration d'existence de la S.N.C.F. qui a été effectuée au Bureau des Sociétés de la Seine le 9 février 1938. En effet, à ladite déclaration, est annexé un exemplaire du Journal Officiel du 1er septembre 1937 contenant la Convention et le décret-loi susvisés.

.....

D'autre part, l'hypothèse de la distribution d'un dividende supplémentaire n'est pas à retenir car elle est incompatible avec les dispositions de la Convention de 1937, en particulier avec l'art. 21, qui définit limitativement la consistance du compte annuel de liquidation, et l'art. 24, qui règle impérativement l'affectation éventuelle des excédents que ferait apparaître ce compte.

SSB. SI

L'Administration de l'Enregistrement fait valoir, par ailleurs, que la connaissance du bilan et du compte de Profits et Pertes lui est nécessaire pour déterminer le caractère productif ou improductif de la Société au regard des taxes de timbre et de transmission qui deviendraient exigibles le jour où les actions ne seraient plus inaliénables.

Cette argumentation anticipe sur l'avenir. Les actions A et B sont inaliénables jusqu'en 1956 et les renseignements que le fisc pourrait tirer des documents actuels ne lui seraient certainement d'aucune utilité.

Enfin, l'Administration de l'Enregistrement invoque, à l'appui de ce dépôt, l'intérêt qu'il présente pour le contrôle du paiement de la taxe sur le revenu concernant les allocations allouées aux Administrateurs. Sur ce troisième point encore, la demande est sans utilité, les sommes allouées aux Administrateurs étant connues de l'Administration de l'Enregistrement par l'état nominatif annexé aux déclarations trimestrielles (décret du 3 décembre 1930).

## II - Assemblée Générale ayant modifié les statuts.-

a) L'Administration de l'Enregistrement estime, en premier lieu, que le compte rendu de l'Assemblée Générale du 31 octobre 1940 aurait dû être déposé dans le mois de sa date, par application de l'art. 1er du décret du 17 juillet 1937.

Conformément à ce texte, la déclaration d'existence de la S.N.C.F. avait été faite en 1938 ; elle contenait les énonciations prévues par la loi, c'est-à-dire l'objet, le siège et la durée de la Société, le nom du Directeur Général et, enfin, la mention que la S.N.C.F. avait été dispensée des formalités légales de constitution applicables aux Sociétés de droit commun et avait repris la charge de tous les emprunts émis par les Grands Réseaux.

Le texte précité ne prévoit de déclarations modificatives qu'au cas de changement dans la constitution sociale, de transfert de siège, de remplacement du Directeur ou Gérant et d'émission de titres nouveaux.

L'Assemblée Générale susvisée n'ayant pris aucune résolution qui entre dans l'énumération limitative du décret du 17 juillet 1937, il n'y avait pas lieu de souscrire, à cette occasion, une déclaration modificative.

.....

b) D'autre part, l'Administration de l'Enregistrement fait valoir que le procès-verbal de cette Assemblée aurait dû être timbré et enregistré dans les trois mois, parce que constituant, comme les Statuts eux-mêmes, un acte synallagmatique.

Le caractère de convention synallagmatique ne peut être attribué à aucune des deux résolutions prises par l'Assemblée Générale du 31 octobre 1940. Tout d'abord, les modifications apportées aux Statuts ont été uniquement "la conséquence directe et certaine de la loi du 10 octobre 1940", comme l'indique l'exposé fait à ce sujet à l'Assemblée Générale, dont le rôle s'est limité à faire passer dans les Statuts les modifications prescrites par la loi. Ensuite, la fixation nouvelle du jeton de présence et de l'allocation annuelle attribuée à chaque Administrateur est évidemment un acte d'autorité de caractère unilatéral qui échappe à l'obligation de l'enregistrement dans le délai de trois mois.

L'arrêt de la Chambre des Requêtes du 7 décembre 1931 statuant en matière d'enregistrement ne saurait donc être invoqué en l'espèce.

Ajoutons qu'en ce qui concerne le timbre, un jugement du Tribunal Civil de la Seine, en date du 27 octobre 1939 (Revue de l'Enregistrement, article 11.603) a décidé que les procès-verbaux des Assemblées Générales n'y étaient pas assujettis, même lorsqu'ils constataient des conventions synallagmatiques, ces procès-verbaux bénéficiant de l'immunité fiscale attachée aux livres de commerce. Ce jugement fait actuellement l'objet d'un pourvoi en Cassation, mais, tant que la Cour ne s'est pas prononcée, il convient de s'en tenir à cette jurisprudence.

8ème Bureau des Sociétés  
Rue des Pyramides, 6  
PARIS

Cher monsieur,

En m'envoyant, comme convenu, le petit  
résumé des arguments que vous m'avez exposés,  
je vous serais très reconnaissant de m'indiquer  
en outre :

.....  
2°) la date de l'Assemblée générale de  
fin 1940, modifiant les Statuts;  
.....

Avec mes remerciements à l'avance,  
veuillez agréer, cher Monsieur, mes saluta-  
tions les meilleures.

A Paris, le 18 novembre 1942

L'Inspecteur Principal de  
l'Enregistrement

signé : SAUVANET.

Monsieur THUILLIER, Inspecteur Principal  
Secrétariat du Conseil d'Administration  
de la S.N.C.F.

15 octobre 1942

BUREAU DE L'ENREGISTREMENT

6ème Bureau des Sociétés  
Rue des Pyramides  
PARIS (1°)

S.N.C.F.

COPIE

Monsieur le Secrétaire Général,

Vous avez bien voulu me faire communiquer récemment les registres de délibérations des Assemblées Générales tenues par la S.N.C.F.

Cet examen a donné lieu aux constatations suivantes :

1°) Assemblées Annuelles approuvant les comptes

Les comptes-rendus de ces assemblées accompagnés des pièces annexes, auraient dû être déposés à mon bureau dans le délai de 20 jours à compter de leur date, conformément aux prescriptions de l'article 2 de la loi du 29 juin 1872.

Sans doute, ce texte n'a eu primitivement en vue que de permettre à l'Administration de contrôler le montant du revenu imposable des actions. Et, dans le cas spécial de la S.N.C.F., ce contrôle est superflu, puisque la convention du 31 août 1937, approuvée par un décret-loi du même jour, a seulement prévu le paiement aux actions d'un intérêt de 6%.

Mais, en principe du moins, il ne paraît pas interdit à la S.N.C.F. de distribuer un dividende supplémentaire.

D'autre part, aux termes de l'art. 26 des Statuts, l'Assemblée annuelle détermine l'importance des allocations diverses à attribuer aux Administrateurs. Ce renseignement est évidemment utile à mon service pour contrôler le paiement de la taxe du revenu sur ces allocations.

Enfin, la connaissance du bilan et compte de P.P. est également nécessaire à mon Administration, pour déterminer le caractère productif ou improductif de la Société, au regard des taxes de Timbre et de Transmission (qui deviendront exigibles le jour où les actions ne seront plus inaliénables).

2°) Assemblées Générales modifiant les Statuts.

a) - Les Comptes rendus de ces Assemblées auraient dû être déposés à mon bureau dans le mois de leur date, par application des prescriptions de l'article 1er du décret du 17 juillet 1857.

b) - D'autre part, conformément à la doctrine de la Cour de

.....

Cassation (arrêt de la Chambre des Requêtes du 7 décembre 1931), les procès-verbaux de ces mêmes Assemblées constituent, comme les Statuts, des actes synallagmatiques; et, par suite, sont passibles du Timbre et de l'Enregistrement.

3°) Intérêt servi aux actions appartenant à l'Etat.

Aux termes de l'art. 2 de la Convention du 31 août 1937, les actions B ont droit au même intérêt que les actions A. Or, l'article 10 du décret-loi approuvant cette Convention n'a prévu l'exonération de taxe du revenu qu'au profit des actions A.

Sans doute a-t-on pensé que l'exonération jouait de plein droit pour les actions B, en vertu du principe que l'Etat ne se paie pas d'impôt à lui-même. Mais ce principe paraît en contradiction avec les règles budgétaires, et n'est appliqué, en fait, à ma connaissance, que dans les cas prévus par un texte de loi (comme par exemple les achats d'immeubles par l'Etat - loi du 22 février an VII, art. 70, § 2, al.1).

C'est ainsi qu'un jugement du Tribunal de la Seine du 26 avril 1906 a décidé que les actions appartenant à la Légion d'Honneur étaient assujetties aux mêmes bases de Timbre, de Transmission et du Revenu que celles appartenant à des particuliers (Revue Enregistrement n°4158).

J'ajoute que c'est d'ailleurs cette interprétation qui a été admise par les diverses Sociétés dans lesquelles l'Etat est actionnaire (Pétroles - Electricité - Navigation - etc...)

4°) Certificats d'actions A et B.

L'article 3 des Statuts prévoit que des certificats nominatifs seront délivrés aux actionnaires avant le 1er juillet 1938.

Je vous serais très obligé de bien vouloir me faire connaître à quelle date ces certificats ont été créés, et à quelle date ils ont été revêtus du timbre de dimension, auquel ils sont assujettis pendant la période de non négociabilité.

Je m'excuse, Monsieur le Secrétaire Général, de soulever ces différentes questions, mais il m'a paru indispensable qu'elles soient élucidées, pour qu'on ne puisse ultérieurement me reprocher d'avoir laissé des lacunes dans ma vérification.

Si votre manière de voir sur l'une ou l'autre de ces questions diffère de la mienne, je vous serais reconnaissant de m'en exposer les motifs, que je soumettrai à mon Administration.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de mes sentiments distingués.

le 13.10.42 *Dumay*  
l'Inspecteur Général,  
signé